

LE LOUISIANAIS,
Publié par J. GENTIL,
Parait le Samedi.
Prix de l'abonnement, pour un an, \$5.
Lève is a solemn expression of legislative will.
(Civil Code of the State of Louisiana.)
Samedi 15 Février 1873.

Le Louisianais,

JOURNAL OFFICIEL DE LA PAROISSE SAINT-JACQUES.

PREMIER ANNÉE
Parait le Samedi, en un volume, pour la
première fois.
Parait de chaque publication hebdomadaire.
Les communications de lettres personnelles et les
avis à l'adresse de rédacteur en chef et de l'éditeur.
La liberté d'avis est garantie à tous.
Vol. 1. No. 10.

Bureau du journal, près du Collège
Jefferson, St-Jacques, rive gauche.
Pour lettres, journaux, échanges et
papeteries, adresses à *Consent Post-Office*.

Immigration.

La Louisiane d'aujourd'hui est presque
sans "Agriculture", sans Industrie, sans
Commerce et sans Peuple.
On dirait une vieille ruine.
Il lui faut des "Agriculteurs", des
Travailleurs, des Producteurs, des
Consommateurs et des Citoyens.
Favorisons donc l'Immigration!
Les immigrants seront nos co-associés,
nos co-propriétaires, nos concitoyens, des
Louisianais.
Ne craignons point, propriétaires, Habitués
et Planteurs, puisque l'"Agriculture"
est la mère-nourricière de la Louisiane,
puisque le "Salarial" achève notre ruine,
puisque le travailleur indigène est insuffi-
sant, de nous adresser au travailleur
étranger, de l'associer à notre sort et à
notre Salut, de l'intéresser à notre Œuvre
par le "Travail à la part".
Ce dernier travail, le seul intelligent et
le seul sérieux dans les circonstances
présentes, a fait ses preuves de vérité.
"Plus de Salarial" qui laisse la terre en
jachère.
Mais l'"Association" qui fertilise tout,
utilise toutes les forces, développe la fortune
particulière et générale, doit infailliblement
classer les hommes en travailleurs et en
"parasites".
Ouvrons nos portes et montrons nos
champs.
Hommes, appelons des hommes.
Il faut "socialement" en finir avec le
vieux honteux des Carpet-baggers et des
vagabonds.
Et puis n'étant encore que la "Pau-
vrette", faut-il devenir la "Misière", surtout
quand un effort de bonne volonté et d'intel-
ligence peut nous rendre le bien-être, la
dignité, voire même la splendeur passée?
Favorisons donc l'Immigration!

Demain.

Nous avons cru trop longtemps que la
révolution d'hier n'avait qu'un caractère
purement politique, et beaucoup de nous le
croient encore.
C'est là et c'est là une fautive illusion.
Cette illusion ne nous a pas permis de voir
clairement les choses, de profiter des évé-
nements, de nous résoudre sans peur à l'œuvre
de reconstruction économique et sociale.
Nous avons cru à des retours inopiniés et
insupportables. Une élection devait nous sauver,
une administration nous sauver, un Congrès
répondant aux Etats du Sud leur prospérité
passée, quatre années suffisant pour faire dispa-
raître les derniers vestiges de la guerre et de
la catastrophe.
Oui, nous avons cru à la politique au lieu
de croire au socialisme.
Et cependant une Institution comme l'escla-
vage, l'Institution sur laquelle reposait le
travail, l'agriculture, le commerce, l'industrie,
la finance, le crédit et la fortune publique, ne
peut disparaître sans jeter une perturbation
profonde dans le monde. Il y avait dans
cela comme un écoulement. Du
dernier marchand au premier planteur, sans
oublier les intermédiaires innumérables, tous
étaient frappés. La révolution était com-
plète dans son principe et ses résultats. Nous
n'avions plus qu'à entrer dans le nouveau,
car le passé était irrémédiablement passé.
La vieille politique, celle des moulins à vent
de Whigisme et de la Démocratie, n'avait
aucune réponse à faire aux sonnettes du
temps et aux impérieuses nécessités de l'avenir.
La langue elle-même était changée, et les
nouvelles idées en faisaient éclater les
entourures parlementaires. Le nouveau-
venu, l'effare de la lumière, l'effarouché de
l'imprimé, le noir surgissant au milieu de nous
comme un problème d'ombre et d'obscurité.
En vérité, la politique simple ne pouvait
nous sauver.
La preuve en est évidente, puisque l'affran-
chissement du noir est complété par la
reconnaissance de tous les droits de prop-
riété, de citoyenneté, d'éligibilité et d'in-
violabilité. Et le noir aurait-il encore, dans
cette République de droits égaux et de devoirs
égaux, quelque chose à réclamer au
blanc? Est-il autorisé à se plaindre des
autres, à combattre des privilèges et des
privilegiés, quand le souverain du nombre
en fait une espèce de souverain aussi aveugle
qu'absolu?
Donc, la politique a été un leurre.
Chaque année, depuis la fin de la guerre,
nous apportons son contingent de déceptions,
de mécomptes et de ruines. Chaque année,
par une fatalité qui résulte de toute condition
normale, nous nous engageons de plus en
plus dans le chemin qui n'a pas d'issue et de
salut. Aujourd'hui nous sommes qu'à l'heure,
et demain n'a aucune forme d'ordre et de
raison. Les uns balbutient leurs regrets,
les autres balbutient leurs espérances; mais

personne ne détermine la voie et la science.
Nous craignons tous de formuler le mot de
socialisme, comme si le socialisme, abstraction
faite de ceux qui l'exploitent pour leurs
visées ambitieuses et révolutionnaires, signi-
fiait autre chose que science sociale et écono-
mique.
Et tel était l'alphabet de cette science dans
les conditions de la guerre et l'affranchisse-
ment avaient faites à la Louisiane et à la
plus part des Etats du Sud: Association du
travail et du capital, de la terre et du bras,
du travailleur et du propriétaire, de celui qui n'a
pas et veut avoir avec celui qui possède et
veut conserver. A l'échelle, — une houe,
— un salariat, — une ruine commune, — succé-
dait le travail libre, en participation, co-opé-
ratif, tel qu'il est prescrit et commandé par
les lois de l'équité et de la richesse générale.
L'antagonisme des forces disparaissait dans
la communauté des efforts, et le prolétariat
se secouait plus hautement haillon de souf-
frances sur l'iniquité des riches. Ce n'était
pas le niveau, pas la promesse, pas même
le système de la monnaie, et la liberté restait
entière, que complète. Un contrat
régulier et régularisant tout. Deux forces et
deux puissances s'associaient dans les termes
du possible et selon les exigences du temps.
Travailleurs et propriétaires co-opératifs.
Point de salariat et point de misère. Les
travailleurs constituaient le groupe naturel,
groupe en harmonie avec le chiffre de la
famille, et la ferme surgissait de la grande
propriété. Cette ferme était le nouveau
modus operandi du travail, ressuscitant l'agri-
culture, triplant la production et la consom-
mation, simplifiant les rapports politiques,
économiques et sociaux entre les contractants
et les co-intéressés. Elle était la transition
logique de la vaste plantation au "moyen-
nement" inévitable de demain. C'est elle qui
nous attirait les immigrants, les colons, les
paysans, les citoyens et les hommes. On
accourait à elle comme vers le salut. Il n'y
avait point d'interruption dans le travail et
la production. Personne ne s'était ruiné,
beaucoup s'enrichissaient, et la révolution
devenait une simple évolution. A ce prix, la
chose ainsi comprise et exécutée, est-ce que
les capitaux auraient manqué? Que de
petits capitalistes, — et ce sont les meilleurs, —
seraient venus à nous, se seraient transformés
en acquéreurs, auraient été le crédit et non
l'usure! Faut-il dire que le crédit financier,
irréalisable en ce moment, se serait réalisé
hier pour le salut général et l'honneur de la
Louisiane? Le courtier, une bête malfaisante,
aurait-il pu nous imposer ses lois et nous
contraindre à l'humiliation et à l'obéissance
passive, lui qui n'est pas même un
capital sérieux et responsable?
Les intermédiaires!
Qui donc nous en débarrassera?
Parasites sociaux, ils diment impunément
à droite et à gauche. Sans rien produire
d'essentiellement utile, ils fourent dans le
champ du producteur et du champ du consom-
mateur. C'est par eux que le travailleur
paie le double impôt du travail et de la
consommation. Ils prétendent que l'échange
serait impossible sans eux, que l'industrie fut
un vain, que les complications de com-
merce sont des miracles de justice. Bah!
Ils sont tout simplement les grignoteurs de
l'industrie, et le peuple est le plus fier imbu-
cille de la création. Un exemple entre cent
quatre — Le verre de whiskey a coûté deux
sous, le bœuf le paie dix sous, et le cala-
retier, — un intermédiaire social et écono-
mique, — empêche en tout bien tout honneur
le modeste bénéfice de huit sous. — Ce qui
s'empêche pas les hommes d'ordre et les
barons de la finance de nommer les socialistes
des voleurs et des vengeurs.
Concluons ce paragraphe en répétant qu'il
n'est pas encore trop tard pour nous sauver
par l'Association.

II.
Au reste, si nous n'osons point dépeindre
nos vieilles doctrines d'économistes surannées,
et si nous avons peur de certains mots fort peu
redoutables en ce, attendons-nous, vivants,
souffrants et moribonds, à l'accomplissement
rapide d'une ruine absolue. La crise nous
l'annonce, le courtier fait faillite, le capital se
cache, l'acquiescement s'enfuit, le travailleur se
détourne, la production cesse, l'herbe pousse,
et la Louisiane devient le cimetière des fan-
tômes et des ombres.
Que vaut présentement notre sol?
Nous avons un exemple sous les yeux.
L'immense habitation de V. Aime, avec
sa maison princière, son jardin oriental, sa
sucrière, sa raffinerie, ses diverses bâtisses,
ses vastes forêts, etc., a été adjugé l'autre
jour à J. Burnside pour la bagatelle de
\$50,000. Avant la guerre, quand le travail
allait concourir, elle aurait certainement
été vendue \$500,000.
Notre terre, si féconde pourtant, en est
arrivée à la moins-value.
Est-ce bien la moins-value, après tout?
En tout cas, cela nous appelle la révolution
territoriale en France, quand les biens du
clergé et des émigrés, devenus biens
nationaux, passèrent pour quelques assignats
aux mains d'une Bande Noire de spéculateurs
et de capitalistes. On ne court aucun risque
à acheter pour rien une terre qui vaut encore
quelque chose et qui vaudra certainement
quelque chose à l'avenir. Ou la morcelle, on y
appelle l'attention des travailleurs et des
acquéreurs, on vend à gros bénéfices, et
même on s'en réserve prudemment la mei-

leur part. Ce calcul est très simple.
L'avenir doit-il en souffrir? En aucune
façon, et cela ne nous attristerait pas, voire
même nous réjouirait, si l'expropriation
n'était pas un malheur immérité pour les fils
de ceux qui ont colonisé la Louisiane. Aussi
notre système d'Association, celui que nous
prêchons depuis sept ans, devait-il avoir pour
résultat, si on l'eût accepté et appliqué à
propos, de protéger avant tout le travailleur qui
le propriétaire, en facilitant la propriété à
l'un et en conservant cette propriété à l'autre.
Mais Cassandre n'a raison qu'après la chute
de Troie, et Cassandre est donc inutile.
Ainsi donc, en l'an de grâce 1873, voilà
M. J. Burnside propriétaire de cinq ou six
immenses plantations, — plantations quasi-
féodales, si le temps des serfs n'était point
passé. Heureux homme! Il a débüté dans
la voie de la fortune comme balayeur de
magnas. A-t-il des dettes en Europe?
Et comment fera-t-il, avec ses cinq ou six
loisards fardés de planteur, pour traverser
le Pont du Diable et éviter la crise? Car
M. J. Burnside, bien qu'étant son propre
courtier et banquier, n'a pas trouvé le moyen,
produisant du sucre à dix sous et le vendant
huit, d'augmenter sa fortune et d'arrondir ses
capitales. Quo va-t-il donc tenter? Il serait
un bien brave homme, un fort excellent
homme, s'il devenait socialiste et s'il appli-
quait parmi nous le système d'association et
de travail co-opératif. Il lui serait si facile
et si avantageux, renonçant au salariat,
d'appeler ici des familles irlandaises, d'en
faire des métayers, de les établir sur ses
fermes, de donner ainsi le signal de la résur-
rection dans le travail, l'agriculture et l'in-
dustrie! M. J. Burnside serait alors un
véritable bienfaiteur. Son nom deviendrait
un nom historique. La Louisiane lui serait
certainement reconnaissante, et ses compa-
trisotes d'hier et d'aujourd'hui le béniraient
comme homme intelligent, bon et juste. Mais
notre riche planteur ne se retranchera-t-il
pas derrière les mots rics et impossibles,
comme s'il y avait quelque chose de chimé-
rique et d'incertain dans ce que nous propo-
sons, dans ce que d'autres ont proposé, dans
ce qui fonctionne partout? C'est malheu-
reusement probable. L'esprit le plus positif,
même quand un système s'éroule, ne
les illusions de ce système et croit posséder
les moyens de le rétablir dans toute sa force
passée. — Les autres manquements de l'intelli-
gence nécessaire, et puis le salariat, mauvais
aujourd'hui, deviendra bon demain. Les
travailleurs ne seront pas toujours aussi rares,
aussi dénués, aussi impérieux. Quant à
cela, non, non et non, messieurs! Est-ce
qu'on est fatalement obligé de venir en Loui-
siane? Est-ce que le Texas n'ouvre pas
largement ses bras hospitaliers? Est-ce que
l'Amérique Ouest, avec ses fermes s'échelonnant
sur la grande voie du Pacifique et de la
Californie, n'est pas un tentateur plus puis-
sant que notre Etat sera le dernier colonisé,
étant par sa position géographique, par la
nature de son sol, par le caractère de sa
propriété et de ses propriétaires, le dernier
des Etats où gouvernera l'élément noir? Au
point de vue de l'immigration, croyez-le,
le noir est le repoussoir du blanc.
Les grands capitalistes comme M. J. Burn-
side savent cela.
Et s'ils n'étaient point leur pensée jus-
qu'à un patriotisme et à la générosité, s'ils con-
sentaient momentanément à faire un sacrifice
au salariat qui ruine les non-capitalistes, c'est
qu'ils ont fait un singulier calcul. Il entre-
dent reprendre en sous-main l'œuvre de la
Bande Noire française et révolutionnaire. La
ruine des autres leur servirait. Il leur plait
que la terre se vende pour quelques assignats,
on quelques assignats, afin qu'ils puissent
devenir sans peine les acquéreurs d'un qua-
trème acte. Ils ont du l'argent, ils repré-
sentent les banques de l'étranger, ils pré-
parent et préparent l'heure. Au cinquième
acte, une fois maîtres de la victime, ne lui
reconnait-on plus ni force ni volonté, la
voquant saisi par les cornes et lié par les
pattes, ils l'abaissent comme le sacrificeur
antique attaché le bœuf sacré, la dépèce par
morceaux et par quartiers, la vendent aux
affamés qui n'ont plus peur de la morte,
mais ils gardent pour eux le meilleur morceau,
le morceau du sacrificeur et de l'autel.
N'est-ce pas, ami Burnside, que tel est
votre calcul?

Après tout, si la fatalité le veut ainsi, si les
Louisianais d'aujourd'hui sont les complices
passifs de la fatalité, si le sic noverit facta
ne doit pas frapper la Louisiane dans ses desti-
nées ultérieures, que pouvons-nous person-
nellement y faire? N'est-il pas inutile de
lutter avec les bras de l'impuissance contre le
redoutable courant des nécessités providen-
tielles?

Demain est à Dieu.
Et qui donc connaît ce demain?

—La Hongrie, parait-il, veut se débar-
rasser des Jésuites. Qu'ont-ils fait?
—Les Suisses, eux, par leur Conseil
d'Etat, ont suspendu pour trois mois le
salairé de tous les prêtres qui ont le, sans
autorisation, le bref du pape établissant un
sacré séparé pour Genève. Pourquoi ne
pas séparer l'Etat de l'Eglise?
—Les Carlistes gagnent du terrain en
Espagne. Les bandes deviennent des
brigades. Quant à Amédée, se trouvant
étranger à Madrid, ne comprenant que peu
ou point le peuple espagnol, préférant le
repos à la royauté, il se propose d'abdi-
quer. Dans le cas très probable d'abdication, le
Stant et les Cortes s'élèveront comme une
seule chambre jusqu'à ce qu'on ait trouvé
un roi ou un manéquin.
—En vérité, les Suisses ne sont pas des
républicains logiques. Le Grand Conseil de
Genève s'est prononcé contre la séparation
de l'Eglise et de l'Etat.
—Caroline Augusta, veuve de l'empereur
François Ier et grand-mère de l'empereur
régnant, vient de mourir à Vienne.
NOUVEAU MONDE. — Le comité des élections
a présenté son rapport préliminaire sur le
vote électoral de la Louisiane. Ce rapport
est long, peu clair, à moitié chien et à moitié
chat. On y conclut cependant au rejet du
vote électoral. Donc, pas d'élection valable,
et à recommencer. Ou parle du bill suivant,
comme devant être présenté:
"L'élection pour les officiers Législatifs et
d'Etat sera déclarée nulle. Les personnes
qui occupent des places le 4 novembre 1872,
sont reconnues comme les titulaires légitimes
jusqu'à ce que leurs successeurs soient
qualifiés.
Il y aura en mai une élection pour tels offi-
ciers législatifs et d'Etat qui auraient dû être
élus en novembre. Le bill prescrit l'instal-
lation d'un nouveau gouvernement vers le
milieu de juin.
Un nouvel enrégimentement sera fait sous le
contrôle fédéral. Les deux partis politiques
seront également représentés dans les opéra-
tions d'enrégimentement et d'élection. Le bill
établit des pénalités sévères pour des vio-
lations ou des infractions aux clauses du bill.
Les auteurs du bill veulent qu'il y ait un
plein vote et une élection loyale."
Packard, lui, prétend que le Congrès ne
passera pas d'acte pour une nouvelle élection,
et il ajoute que Kellogg sera soutenu en
vertu de la première reconnaissance du
Président.
Il y a un mouvement de troupes aux Etats-
Unis. Pourquoi?
Et l'augmentation du salaire du président
et d'autres officiers a été rejeté à la Cham-
bre par 119 contre 81.
Le président Grant a approuvé le bill
pour la construction de huit corvettes de
guerre.
LOUISIANE. — Toujours deux gouvernements
et deux législatures, voire même deux polices
métropolitaines à la Nouvelle-Orléans.
Un fait significatif, bien défavorable au
gouvernement du Mechanic's Institute,
annonce la fin du conflit. Les législateurs du
peuple se sont réunis en assemblée secrète
au Lycéen Hall. Des délégués et des
représentants élus du Mechanic's Institute
assistaient à cette assemblée. Et des
rumeurs de toute nature circulent dans les
rues. "Tout porte à croire, dit l'Aboliste,
dans quelques jours la question politique sera
définitivement tranchée, et qu'il y aura de
nombreuses défections à la citadelle de la rue
des Dryades.
Tels bien, très bien; mais pas de com-
promis indigne.
A la législature du peuple, M. Foster
donne avis qu'il présentera, samedi prochain,
une résolution portant "que tous les mem-
bres de l'Assemblée générale, déclarés élus
par le Bureau des retours légal, qui auront
refusé d'occuper leur siège à la vraie
Législature, au détriment de leurs consti-
tuants et de l'Etat, seront expulsés, et que le
gouverneur ordonnera une nouvelle élection
afin de remplir les vacances."
Plus tard. — Amédée a abdicqué!!!
Le Secrétaire Fish a reçu une dépêche
annonçant que le roi Amédée vient d'abdi-
quer le dimanche, l'école où les enfants se
préparent par le travail de l'enfance aux travaux de
l'âge adulte, etc.
Viva la Espna!
—Rien de bien net et de bien précis de
Washington, au sujet des affaires de la Loui-
siane. Kellogg est sans espoir, et Mac
Esney espère. Attendons encore, et espé-
rons.
DERNIERES NOUVELLES. — Amédée, l'ex-roi
d'Espagne est parti pour l'Italie.
La République est proclamée.
Aux Républicains et aux Carlistes à se
débrouiller.
—La Suisse est positivement brülée avec
le Pape.
Le Conseil Fédéral a décidé l'expulsion de
l'évêque Marrold du canton de Genève et
lié au Pape le droit de démembrer les évê-
chés de la Suisse.
—Au Congrès de Washington, le Sénat a
refusé, par un vote de 32 contre 16,
de recevoir le vote électoral de la Louisiane.
Donc, qui est gouverneur?
Est-ce Kellogg ou Mac Esney?
Personne, croyez-vous?
Comment cela finira-t-il?
Hélas! La République américaine est
terriblement malade.

Local.

TRAVAIL. — Dans un article aussi bien pensé
que convenablement écrit, intitulé "La Crise", le
"Propagateur Catholique" de la Nouvelle-Orléans
dit: "On n'a point su attirer l'immigration, et
l'on n'a point su attacher au sol, par l'intérêt, une
population qui y avait déjà des racines naturelles.
Que d'occasions cependant se sont présentées!
A-t-on cherché à attirer la meilleure des popula-
tions du globe, qu'une guerre impie a chassée de son
sol natal? A-t-on tendu la main à ceux qui étaient
si bien faits pour régénérer le pays, puisque ils étaient
les fils de ceux qui l'ont créé? Peut-on même en
dire d'autre chose que de l'indifférence et de l'indolence
comme les mérites de la colonisation?
A-t-on cherché à attirer la meilleure des popula-
tions du globe, qu'une guerre impie a chassée de son
sol natal? A-t-on tendu la main à ceux qui étaient
si bien faits pour régénérer le pays, puisque ils étaient
les fils de ceux qui l'ont créé? Peut-on même en
dire d'autre chose que de l'indifférence et de l'indolence
comme les mérites de la colonisation?
A-t-on cherché à attirer la meilleure des popula-
tions du globe, qu'une guerre impie a chassée de son
sol natal? A-t-on tendu la main à ceux qui étaient
si bien faits pour régénérer le pays, puisque ils étaient
les fils de ceux qui l'ont créé? Peut-on même en
dire d'autre chose que de l'indifférence et de l'indolence
comme les mérites de la colonisation?"
Il est en temps encore! Qu'une société formée
par tous les propriétaires du sol s'organise, que
l'on crée un capital effectif, que l'on prépare des
lois du travail en participation, si faciles à faire,
et que l'on veuille enfin sauver le pays, et le
bonheur du temps passé reviendra, parce que la
Louisiane est un sol béni de Dieu, et que le latin
nom de Côte d'Or qu'il avait jadis lui est dû."
Où, tout cela est vrai, et il est temps encore.
Mais il faut rompre immédiatement avec les
erreurs et les préjugés du passé, abandonner
complètement le salariat, couragement et géné-
reusement organiser le travail en participation ou
co-opératif.
Disons nous, — comme tous les économistes nous
l'ont dit, — que le Chinois n'est ni travailleur, ni
producteur, ni consommateur, et qu'il faut une
grande bonne volonté pour lui trouver une demi-
valable.
Disons nous que le travailleur noir, depuis que
la politique qui le pervertit et le corrompt pour le désor-
drement, manque généralement des qualités nécessaires
à la vie économique et sociale.
Disons nous, — puisque les faits l'attestent hautement,
— que le Salariat, avec le blanc comme avec
le noir, est préjudiciable au travailleur aussi bien
qu'un propriétaire, entraînant avec lui, par une
espèce de fatalité mathématique, la ruine commune
et la détresse générale. Le salariat, épée à deux
tranchants, frappe celui qui l'offre et celui qui le
reçoit. Le salariat est le niveau des abaissements,
l'économie point, l'œuvre l'embarras, l'orgueil
double ses forces. Si nous ne croyons pas en lui,
c'est que nous ne croyons plus en nous. Mais nous
ne sommes, nous, que des vieux, des érudits, les
époués d'un monde qui s'en va triplement et mé-
lancholiquement. Rappelons nous donc les Académies,
ils étaient blancs, pauvres, les maîtres et robus-
teurs.
Donc, ces prémisses étant incontestablement
vraies, à quel conclure, sinon au travail en parti-
cipation ou co-opératif, c'est-à-dire à l'Association
du travail et du capital?
En vérité, il n'y a pas d'autre conclusion
possible et permise.
Associons-nous donc avec les travailleurs, et
recevons comme amis ceux que la fortune nous
envoie d'Europe.
Amis! avoisons-nous dit. Oui, amis. Ne le
seraient-ils point? Ne devraient-ils pas être nos
sauveurs? Ne nous viennent-ils pas forts et
jeunes, croyants et civilisés, avec le seul passe-
port connu dans les républiques: l'"outil" du travail-
leur et de l'homme? Aussi, Louisianais, quand une
famille nous arrive — famille appelée et désirée, —
créons lui immédiatement un "home". Le "home"
est cher, retient, fixe, détermine la colonisation.
Le "home" est la maison meublée simplement et
convenablement, le jardin clos et voisin, la basse
cour où chante le coq, la salle publique où l'on peut
danser le dimanche, l'école où les enfants se
préparent par le travail de l'enfance aux travaux de
l'âge adulte, etc.
Mais si l'accueil est froid et glacial, si l'immigrant
est traité comme suspect, si la maison est nue et
triste, si la famille, — toujours pauvre à son arrivée,
— ne se sent pas rassurée par notre bonne volonté
à l'homme et de chrétien, il est certain que les
immigrants iront s'établir sous un ciel plus élément,
sur une terre plus hospitalière, parmi des hommes
qui se rejoignent à leur venue.
—Ou vauz pauvre Lorrain! — Au Texas?
— Pourquoi pas en Louisiane? — Le Louisianais
préfère le noir au blanc.
C'est juste. Le Français qui perd sa patrie, qui
en cherche une autre, qui sait probablement que la
Louisiane est une colonie française, qui ne serait
certainement pas un carpet-bagger de l'frontière
et du vol, va dresser sa tente au Texas.
AUX MARCHANDS. — Les habitants, eux aussi,
doivent prendre note.
Nous lisons dans le Meschacébé: "Nos amis,
les marchands de la Côte, seront aussi heureux que
nous d'apprendre que Frédéric Romain, qui était
l'âme de la maison Homan et Cie, a pris corps pour
de bon et est devenu l'associé du chef de la maison
La nombreuse clientèle qui connaissait surtout
l'habile et obligant commis, ne perdra rien en le
voyant métamorphosé en patron, au contraire.
Nos compliments à Homan et Romain, les épiciers
les plus populaires de la Louisiane!"
Populaires bien mérités, car elle est due à
l'intelligence, à l'exactitude et à l'esprit courtois
de ces messieurs, cordes, amés à la qualité des
produits de la Maison Homan et Cie.
DEPUTES. — Tel est selon l'Assemblée Louisianaise,
le nom qu'on donne à ces conseillers administrés
d'un fonctionnaire civil.
Le fonctionnaire est élu par le peuple, mais le
député est choisi par le fonctionnaire.
Il y a donc le député-élu, le député-recevoir,
le député-greffier, le député constable, etc.
Rien de mieux, en vérité.
Un homme seul est insuffisant pour un travail
complexe.
Mais le fonctionnaire civil, — chef de bureau, —
doit au moins connaître les devoirs de sa fonction.
C'est l'esprit de la loi, sinon la lettre de cette loi,
et il serait irrationnel d'être comme greffier de cour,
qu'on ignore la valeur d'une position, sans le
précéder inadmisible de ce greffier pour se choisir
et se donner un député intelligent et capable.
Il ne faut pas de fonctionnaires ineptes et lacé-
pétiens.
Si l'homme est incapable de remplir une fonction
publique et civile, qu'il soit prudemment tenu à
l'écart.
Une République ne veut point de sinécures.
Que la fonction, avec ses émoluments, aille donc
à celui qui la remplit et soit la remplir.
Pourquoi solliciter une fonction que d'autres
exerceront pour vous? Si le suffrage universel
autorise ces écarts de raison, le suffrage universel
a tort.
POSTE. — Nous avions jadis un bon post-maître,
M. M. Oubre.
Pour cause de politique, comme s'il fallait être
républicain ou démocrate pour lire la correspondance
d'une lettre, M. Oubre nous fut enlevé, et l'on
nous adjugea Me. Trust.
Me. Trust est une dame respectable et conscien-
cieuse. Une honnête femme peut aller à son
bureau, car ce bureau n'est ni une épicerie ni un
cabaret. On peut expédier de l'argent par le
Consent Post-office, et en recevoir.
Que toutes les lettres et que tous les journaux,
sons l'administration de Me. Trust, ne soient pas
arrivés à leur destination, c'est très probable. Mais
était-ce précisément la faute de Me. Trust? Le
Consent Post-office n'est la seule poste d'envoi, de
réception et de distribution?
Il paraît donc que quelques individus se sont
plaines. Beaucoup? Non. On croit même que la
plainte est moins réelle qu'intéressée. Les dernières
élections ne s'en sont pas faites sans promesses.
Il faut remplir ses promesses. Il est bon de tenir dans
ses mains tous les fils de l'administration et du
pouvoir. Faire converger tout à une boutique est un
talent d'homme d'Etat. Nous marchons à l'est
d'un petit doigt, vers la centralisation.
ELECTION. — De par out-dire, — le sujet est valeté
pas la peine d'une recherche, — M. G. E. Boyce
aurait été élu sénateur.
La paroisse Ascension, cependant, ne lui aurait
donné que 122 voix contre 200 données à M.
Keyes.
Le chiffre est maigre.
Mais ce chiffre s'explique à merveille.
Favorisez donc voter!
Et puis, d'un autre côté, la paroisse Ascension est
connait gubne M. Keyes et connait fort bien M.
Boyce.
Quoiqu'il en soit, il est fâcheux pour être éligible
de la valeur et de l'importance de notre honorable
secrétaire d'Etat d'avoir été vaincu par M.
Keyes.
L'Assemblée réveille les écrivains.
Heureusement que Saint-Jacques est resté fidèle
à M. Boyce.
Et nous autres l'honneur, nous de Saint-Jacques,
d'avoir élu un homme que la Louisiane considère
au bout comme l'un de ses lumbrés républi-
caines.
Mais M. Boyce, en vue de ce qui se débrouille à
Washington, sera-t-il positivement sénateur?
Yin il s'associe sur le siège du gros O. F. Hut-
maker?
M. Boyce n'est pas assez naïf pour le croire.
Il sait également qu'il n'est point président du
jury de police de Saint-Jacques.
Léisons donc fleurir les pruniers et les pêchiers.
Car le printemps s'avance.
PRINTING BILL. — Certains journaux divergent
à plaisir sur le nouveau printing bill du Mechanic's
Institute.
Ce bill, comme bien pensés, ne vaut pas mieux
que le précédent.
C'est toujours un monopole.
Il est des gens qui veulent vivre quand même au
râteau de l'Etat.
La justice, la raison et l'expérience disent ceci:
Il faut un "Journal officiel" de l'Etat, mais à bon
marché.
Cliquez jury de police, dans chaque paroisse,
pour rétrograder se donner un organe de publi-
cité pour le procès-verbal de ses méfaits mensuels,
mais à bon marché.
La somme de \$1000, par exemple, pour une
paroisse Saint-Jacques ou Saint-Jean Baptiste,
serait purement et simplement un vol.
Quant aux avis — avis de marchands comme avis
judiciaires, — qu'ils soient publiés dans le journal
convenant aux parties intéressées.
Plus de monopoles.
Plus d'écrits officiels dans nos prairies.
Plus de pilleries et de pillards.
Une presse libre convient aux républicains.
Les journaux qui ne comprennent point ainsi la
question, qui sollicitent à deux genoux le monopole
et l'officialité domestique, qui se font les plats valets
de Warroth ou de Kellogg, qu'ils vont changer
d'opinions comme de chemises, — les uns n'étant
pas plus propres que les autres, — sont des esclaves
valant moins que le dernier cirer de bottes sales.
De même que le patriote n'a pas le droit de
souffler son épée, de même le journaliste n'a pas
le droit de souffler ses plumes.
Mais qui n'est pas journaliste aujourd'hui?
Et combien en compte-t-on en Louisiane?
Deux sur vingt, — cette assertion est souve-
nement bienvenue, — savent à peu près l'écri-
thographe.
Ceux qui cou s'asse à la syntaxe et de des algès: